



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LES ÉVOLUTIONS SUR LES MARCHÉS DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR AU 2^E TRIMESTRE 2021



Sommaire

- p. 02** Une population vieillissante
- p. 03** Les créations d'entreprises s'accroissent au cours du 2^e trimestre 2021
- p. 04** Un tissu économique porté par les TPE - Un avenir incertain pour l'emploi
- p. 05** Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi rattrapent leur niveau d'avant crise sanitaire
- p. 06** L'offre d'emploi s'améliore sur la majorité des secteurs d'activité
- p. 07** La majorité des métiers connaît une amélioration de leur offre d'emploi
- p. 08 et 09** Les recrutements en hausse
- p. 10** Le taux de chômage s'améliore fin 2020 et retrouve son niveau de début d'année
- p. 11** Amélioration annuelle de la demande d'emploi au 2^e trimestre 2021
- p. 12** Les jeunes, principaux bénéficiaires de la baisse du chômage
- p. 13** L'enlèvement dans le chômage perdure
- p. 14** L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'améliore légèrement au cours du 1^{er} trimestre 2021 - Hausse annuelle des retours à l'emploi au 1^{er} trimestre 2021
- p. 15** Les entrées dans la liste des demandeurs d'emploi
- p. 16** Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi
- p. 17** Sources et définitions

L'essentiel

Le confinement, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai 2020, a entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. Elles ont repris progressivement par la suite avec de nombreuses contraintes sanitaires. Les conséquences sur les marchés du travail et de l'emploi ont été rapidement visibles.

Cette note n'a pas de vocation conjoncturelle, elle a pour objet de décrire les impacts rapidement visibles sur les marchés du travail et de l'emploi à la suite des trois confinements et jusqu'au 2^e trimestre 2021.

L'État français a rapidement mis en place des dispositifs tels que le chômage partiel qu'il a pris en charge financièrement, ainsi que des arrêts maladie dérogatoires pour les gardes d'enfant et les personnes vulnérables pour amortir les effets négatifs sur l'économie française.

Dès lors la France connaît deux autres confinements associés à des fermetures d'établissements et des couvre-feux. Depuis le mois de mai 2021, la France connaît un retour progressif à la normale qui impacte la demande d'emploi.

Quels sont les départements les plus impactés ? Quels sont les publics les plus touchés ? La situation s'améliore-t-elle ? Vous trouverez dans cette note de nombreux indicateurs permettant de mieux appréhender et de suivre la situation économique de la région.

Service Statistiques, Études et Évaluations



Une population vieillissante

Au 1^{er} janvier 2015, le nombre d'habitants de la région a dépassé les 5 millions et augmente faiblement depuis pour atteindre en 2021 les 5 089 000 habitants (toujours la septième région la plus peuplée de France métropolitaine sur les treize) [cf. [Tableau 1](#)].

La densité de population est de 161 habitants au km² (119 pour FM⁽¹⁾). Quatre habitants sur cinq résident sur seulement 21% du territoire régional.

Par le passé, la région a été dynamique sur le plan démographique. Entre 2013 et 2018, la population affiche un rythme de progression de +0,4% en moyenne par an, comme au national. Ce faible accroissement est autant dû au solde naturel (écart entre les naissances et les décès) qu'au solde migratoire.

Au 1^{er} janvier 2021, les moins de 25 ans restent moins nombreux en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'en France métropolitaine, ils représentent 27% de la population (29% FM). À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante dans la région (44%), dont 29% (26% FM) pour les plus de 65 ans.

La population régionale reste vieillissante, plus particulièrement dans les départements alpins et le Var.

⁽¹⁾FM = France métropolitaine

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2018

	Nombre d'actifs		Poids	
	France métro.	Région	France métro.	Région
15-24 ans	3 071 100	211 600	10%	10%
25-54 ans	22 246 400	1 628 300	74%	74%
55-64 ans	4 628 900	371 700	15%	17%
Ensemble	29 946 300	2 211 600	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2013 et 2018 : davantage de professions intermédiaires (+0,5 pt), de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0,9 pt) et moins d'ouvriers et d'employés (-0,9 pt et -0,6 pt).

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2021

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Région	France métro.	Région
Hommes	31 543 400	2 429 500	48%	48%
Femmes	33 692 500	2 659 500	52%	52%
- 25 ans	19 133 400	1 391 000	29%	27%
25-49 ans	19 913 100	1 483 000	31%	29%
50 ans & +	26 189 300	2 215 100	40%	44%
Ensemble	65 235 800	5 089 000	100%	100%

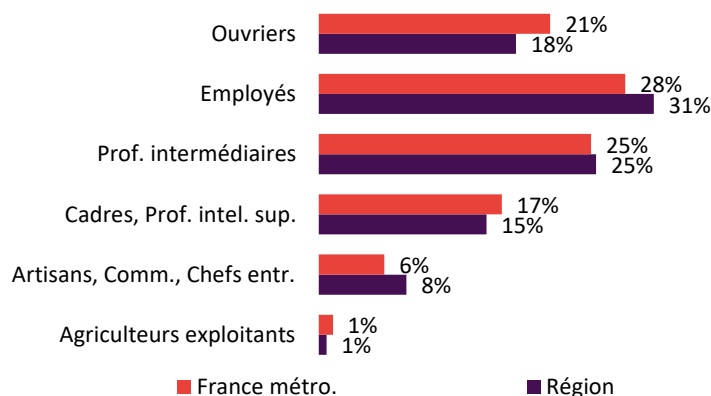
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2018 est de plus de 2,2 millions, soit 72% des 15-64 ans (74% FM). Comme au national, parmi les 55-64 ans, dont la part est de 17%, plus d'un sur deux est actif [cf. [Tableau 2](#)].

Les actifs de la région sont toujours composés en majorité d'employés et d'artisans, commerçants, chefs entreprises et moins d'ouvriers et de cadres que la moyenne nationale [cf. [Graphique 1](#)].

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))



Les créations d'entreprises s'accroissent au cours du 2^e trimestre 2021

Les créations d'entreprises connaissent une hausse régulière amorcée en 2017, essentiellement stimulée par les créations de micro-entreprises encouragées par un contexte politique plus favorable avec des projets tel que la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) [cf. Graphiques 2 et 3]. La majorité des créations d'entreprises est dans le secteur des services, notamment dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien et dans le commerce de gros et de détail.

La crise sanitaire survenue au début de l'année 2020 a entraîné un confinement mi-mars 2020 se révélant peu propice à la création d'entreprise qui baisse fortement sur la période. Les créations d'entreprises hors micro-entreprises sont les plus impactées avec une diminution de -40% sur un an. Les conséquences sur les micro-entreprises sont plus amorties avec un recul de -2%.

La fin du 1^{er} confinement a permis une relance dans les créations d'entreprises sur le 3^e trimestre 2020. Depuis fin 2020, les créations de micro-entreprises poursuivent leur hausse mais les créations d'autres types d'entreprises, sans doute impactées par deux autres confinements, sont en baisse. Ces tendances inverses aboutissent à une croissance moins dynamique sur le début d'année 2021. Toutefois, une hausse significative en région est visible au 2^e trimestre 2021 quel que soit le type d'entreprise.

Dans le même temps, selon la Banque de France, le nombre de défaillances d'entreprise diminue depuis le début de la crise sanitaire (4 880 soit -35%). Cette baisse n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté car elle résulte : en premier lieu, de l'impact momentané qu'ont eu à la fois la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui ont modifié temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements ; en second lieu, de l'ensemble des mesures de soutien qui apportent des aides de trésorerie ou permettent aux entreprises de réduire ou retarder le paiement de certaines charges, et donc le risque de faire défaut sur ces paiements (mesures d'activité partielle, prêts garantis par l'État avec remboursements différés, fonds de solidarité, moratoires, etc.).

Graphique 2

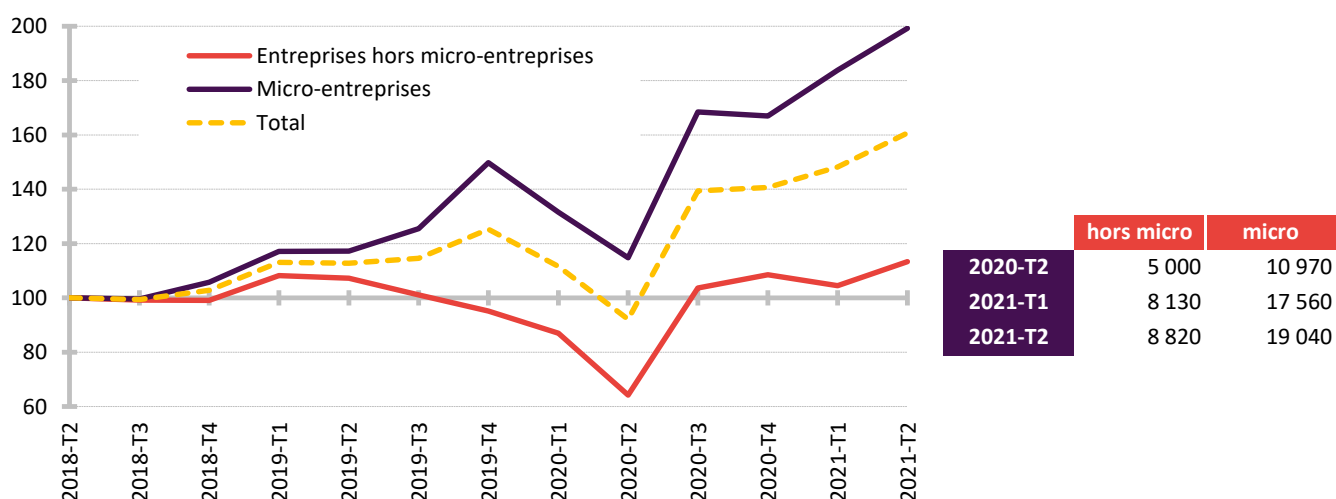
Évolution trimestrielle des créations d'entreprise - indice base 100 au 2^e trimestre 2018



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données corrigées des variations saisonnières

Graphique 3

Évolution trimestrielle des créations d'entreprise par type - indice base 100 au 2^e trimestre 2018



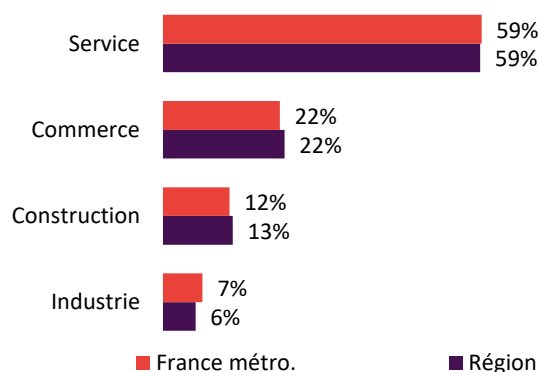
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données corrigées des variations saisonnières

Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2020, 170 620 établissements employeurs du secteur privé composent les activités marchandes régionales hors agriculture, soit 9% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de la France métropolitaine (71% contre 66%). L'économie régionale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 4]. Selon l'INSEE, deux emplois touristiques sur trois émanent de l'hébergement restauration.

Graphique 4

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2020



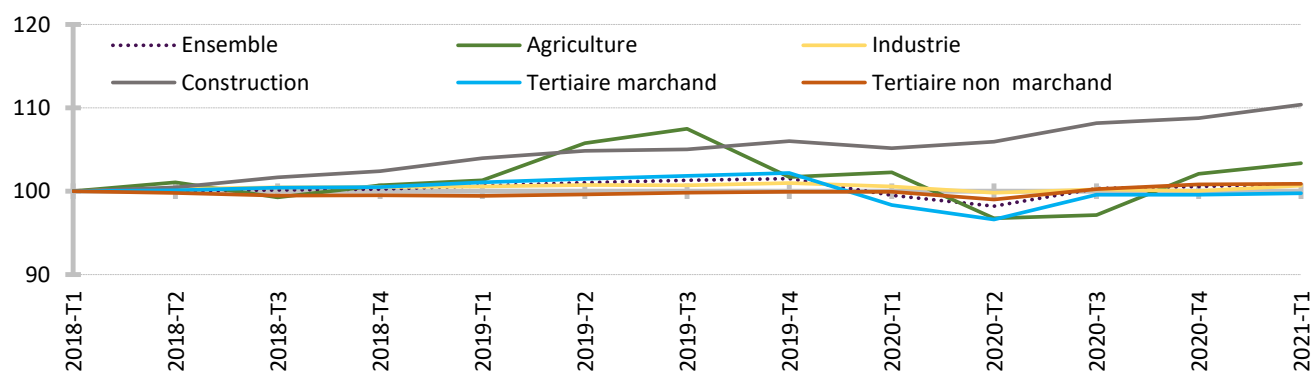
Source : ACOSS, DADS

Un avenir incertain pour l'emploi

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et 2015 puis a progressé régulièrement jusqu'en décembre 2019. Cette progression marque un coup d'arrêt en 2020. Le nombre de salariés diminue de -2,9% en juin 2020 par rapport à fin juin 2019 (-2,2% au national) [cf. Graphique 5]. Une amélioration est visible sur la fin de l'année 2020 et le nombre de salariés retrouve son volume de fin 2018. Seul le nombre de salariés dans le secteur de la construction s'est maintenu, voire a augmenté malgré la crise sanitaire. Le secteur du tertiaire marchand est celui qui a été le plus touché par la crise sanitaire et a perdu près de 47 000 salariés en juin 2020 par rapport à juin 2019 [cf. Tableau 3]. Le dispositif de chômage partiel, ainsi que les dispositifs d'aide mis en place par le gouvernement ont probablement contribué à amortir l'impact sur l'emploi.

Graphique 5

Volume et évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 31 mars 2018 = 100)



Source: estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee

Tableau 3

Évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 31 mars 2018 = 100)

	Volumes			Évolutions	
	2021-T1	2020-T4	2020-T1	Trim.	Ann.
Ensemble	1 866 600	1 861 700	1 841 800	+0,3%	+1,3%
Agriculture	24 100	23 800	23 900	+1,3%	+0,8%
Industrie	155 100	154 100	154 900	+0,6%	+0,1%
Construction	110 500	108 900	105 300	+1,5%	+4,9%
Tertiaire marchand	933 300	931 800	920 300	+0,2%	+1,4%
Tertiaire non marchand	643 600	643 100	637 500	+0,1%	+1,0%

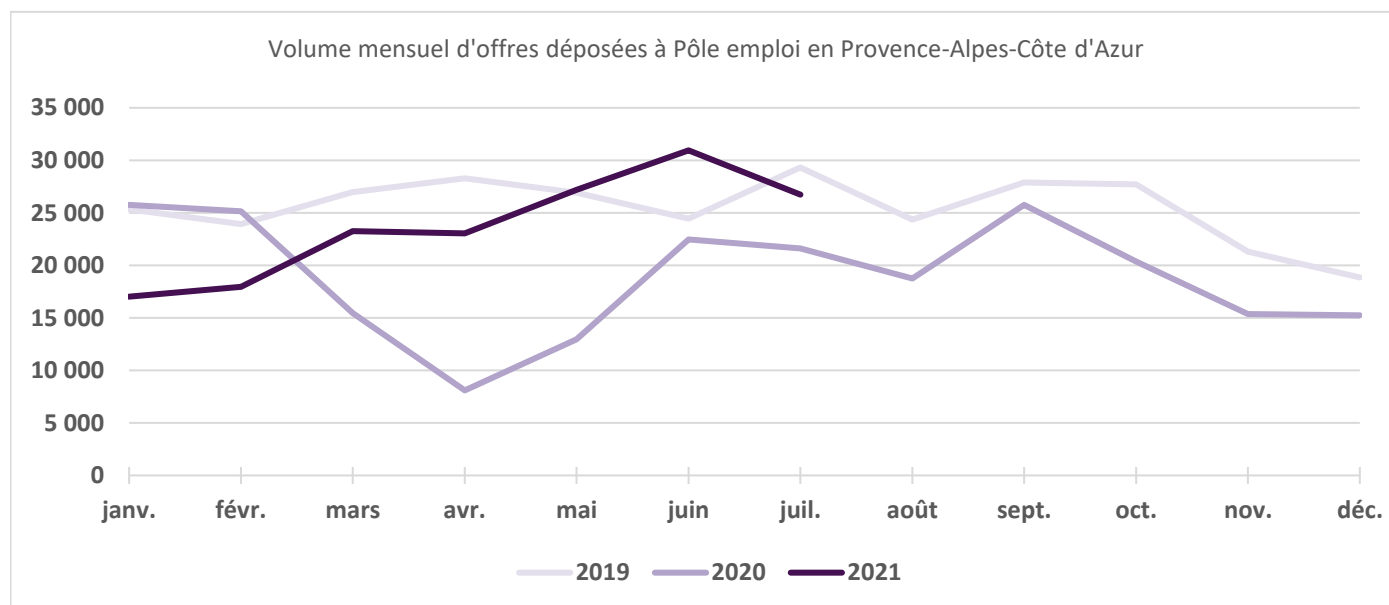
Source: estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee

Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi rattrapent leur niveau d'avant crise sanitaire

Depuis la fin de l'année 2020, l'offre d'emploi déposée à Pôle emploi tend à s'améliorer et atteint son plus haut niveau mesuré dans les 10 dernières années, avec près de 31 000 unités en juin 2021. La réouverture des terrasses de restaurants et café, des lieux culturels courant mai, associés à des perspectives de réouvertures totales, d'accueil des touristes et assouplissement du couvre-feu ont impacté positivement l'offre d'emploi. Toutefois, un ralentissement s'observe au mois de juillet [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Évolution du volume mensuel d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur



L'offre d'emploi au mois de juillet 2021 a fortement augmenté sur l'ensemble des départements de la région à l'instar de la France métropolitaine [cf. Tableau 4]. Ces évolutions sont difficilement comparables à celles de 2020 mais confirment tout de même l'amélioration des propositions d'embauche. En cumul sur les mois d'avril à juillet 2021, la hausse des offres d'emploi se situe à +66% en Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle varie entre +44% dans les Bouches-du-Rhône à pratiquement le double dans les Alpes-Maritimes.

Tableau 4

Volume mensuel d'offres déposées à Pôle emploi entre avril et juillet 2021 par zone géographique

	Volumes 2021				Évolution annuelle
	avr.	mai	juin	juil.	4 mois glissants
France métropolitaine	249 090	272 660	329 520	279 500	+85%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23 050	27 200	30 950	26 750	+66%
Alpes-de-Haute-Provence	610	630	870	630	+88%
Hautes-Alpes	740	1 050	1 070	720	+84%
Alpes-Maritimes	4 530	5 180	5 840	5 810	+91%
Bouches-du-Rhône	9 210	10 590	12 220	10 670	+44%
Var	5 270	6 580	7 360	5 680	+85%
Vaucluse	2 690	3 180	3 590	3 250	+70%

Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres - données brutes

EN SAVOIR PLUS

- Offres d'emploi et recrutement ([lien](#))

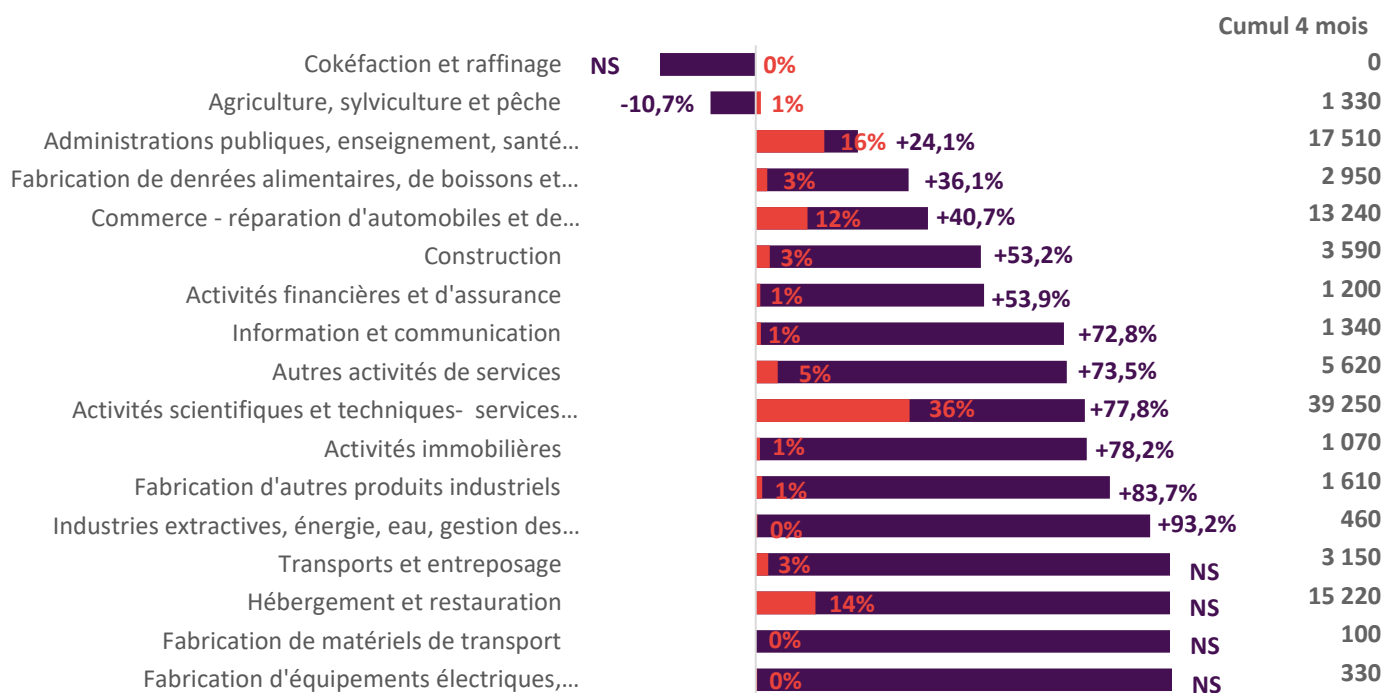


L'offre d'emploi s'améliore sur la majorité des secteurs d'activité

La plupart des grands secteurs d'activité (A17) connaît une amélioration de l'offre d'emploi, toujours à nuancer en raison de l'arrêt d'activité assez généralisé en 2020. Néanmoins, après des mois de morosité, le secteur de l'hébergement et restauration voit une nette amélioration de l'offre d'emploi qui a doublé [cf. Graphique 7]. Les offres d'emploi de nombreux secteurs ont doublé également, notamment dans le transport. Seuls les secteurs de l'agriculture, sylviculture et pêche et de la cokéfaction et raffinage ne bénéficient pas de cette embellie mais leur faible part n'impacte pas la tendance.

Graphique 7

Évolution d'avril à juillet 2020 / d'avril à juillet 2021 - en violet, du volume d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et répartition - en rouge, par secteur d'activité A17



Plus précisément [cf. Tableau 5], les sous-secteurs de la restauration enregistrent les augmentations les plus fortes du nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi. Cette amélioration est visible aussi au sein de l'ingénierie, études techniques et des activités des sièges sociaux. Malgré les tendances boostées par rapport au coup de frein du 1^{er} confinement, l'offre d'emploi retrouve des volumes "avant crise" pour la plupart des secteurs d'activité.

Tableau 5

Évolution annuelle du nombre d'offres d'emploi (avril à juillet) dans les quinze secteurs d'activité détaillés (NAF 732) les plus représentatifs

	Volume	Évolution	Poids
Activités des agences de travail temporaire	22 550	+75%	21%
Restauration traditionnelle	5 930	NS	6%
Aide à domicile	4 580	+48%	4%
Hôtels et hébergement similaire	4 070	NS	4%
Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé	3 460	-8%	3%
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 490	+88%	2%
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	2 230	+33%	2%
Nettoyage courant des bâtiments	2 180	+45%	2%
Restauration de type rapide	2 120	NS	2%
Activités des sièges sociaux	2 080	NS	2%
Ingénierie, études techniques	1 670	NS	2%
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	1 590	+19%	1%
Administration publique générale	1 480	+67%	1%
Activités de sécurité privée	1 430	+36%	1%
Activités hospitalières	1 330	-5%	1%

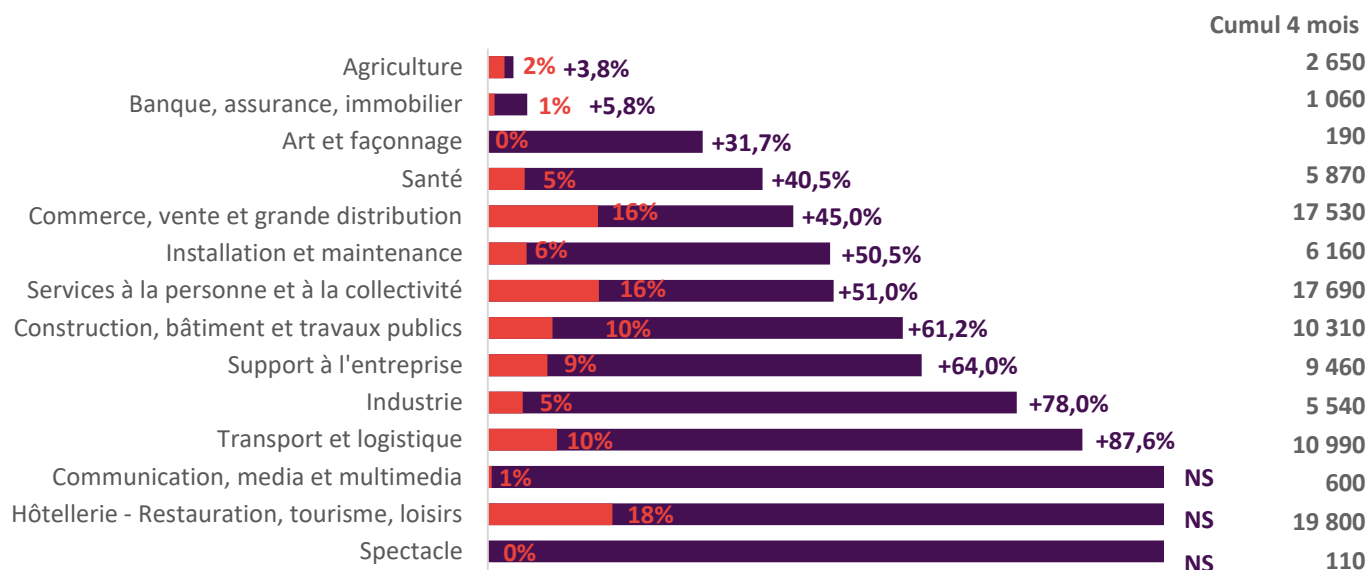
Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres – données brutes

La majorité des métiers connaît une amélioration de leur offre d'emploi

Le nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi augmente pour quasiment tous les grands domaines de métiers, au cours des quatre derniers mois, de façon plus prononcée pour ceux du spectacle, de l'hôtellerie – restauration, tourisme, loisirs,..., de la communication, média et multimédia, du transport, logistique et de l'industrie qui représentent conjointement un tiers de l'offre d'emploi déposée à Pôle emploi [cf. Graphique 8]. À noter que l'offre d'emploi dans la banque, l'assurance et l'immobilier est relativement stable.

Graphique 8

Évolution d'avril à juillet 2020 / d'avril à juillet 2021 - en violet, du volume d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et répartition - en rouge, par domaine professionnel demandé



Plus précisément [cf. Tableau 6], le nombre d'offres d'emploi pour les métiers de l'hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs affichent les plus forts gains de potentiel d'emploi. Ces hausses sont à relier à la réouverture des cafés, des restaurants en terrasse et à la perspective des vacances estivales prochaines (avec l'annonce de l'assouplissement des restrictions sanitaires). Certains métiers, notamment agricoles, sont en recul mais leur poids est peu représentatif dans l'offre d'emploi.

Tableau 6

Évolution annuelle du nombre d'offres d'emploi (avril à juillet) dans les quinze métiers (ROME) les plus représentatifs

	Volume	Évolution	Poids
Personnel de cuisine	5 000	NS	5%
Service en restauration	3 840	NS	4%
Magasinage et préparation de commandes	3 190	+90%	3%
Services domestiques	2 960	+78%	3%
Personnel polyvalent en restauration	2 890	NS	3%
Nettoyage de locaux	2 580	+35%	2%
Assistance auprès d'adultes	2 450	+25%	2%
Vente en alimentation	2 380	+60%	2%
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	2 190	+70%	2%
Boulangerie - viennoiserie	2 190	-10%	2%
Mise en rayon libre-service	1 830	+79%	2%
Personnel d'étagé	1 650	NS	2%
Manutention manuelle de charges	1 620	NS	1%
Comptabilité	1 610	+52%	1%
Sécurité et surveillance privées	1 600	+37%	1%

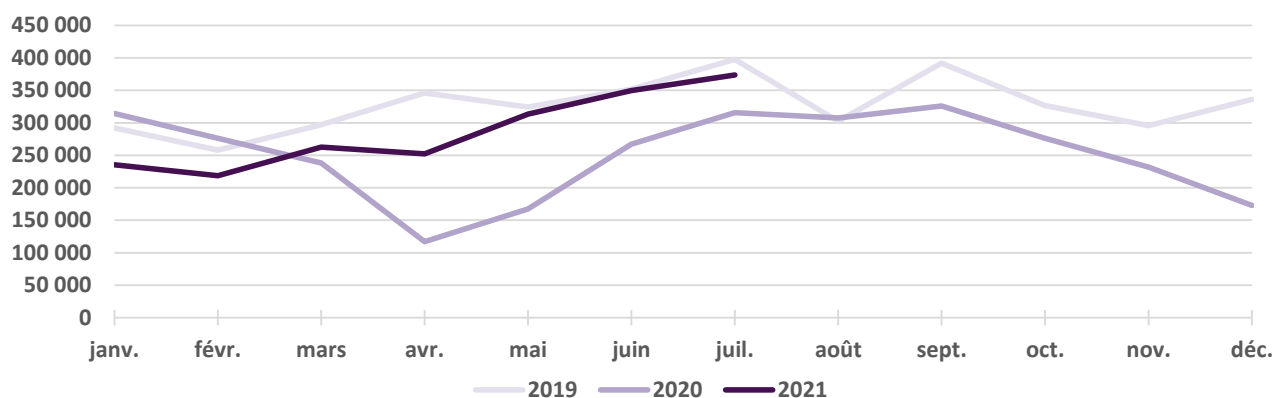
Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres – données brutes

Les recrutements en hausse

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte qui s'améliore après la baisse importante enregistrée au moment du 1^{er} confinement [cf. Graphique 9]. En effet, en avril 2020, le nombre de déclarations à l'embauche atteint un niveau très faible de 117 000 unités. Les périodes de confinement alternantes, le couvre-feu et les fermetures de certains établissements, peu propices aux recrutements, ont contribué à une dégradation des embauches en fin d'année. Depuis mai 2021, le volume de recrutements est quasiment identique à celui de 2019, il atteint 373 700 unités pour le mois de juillet 2021, en hausse de +18% par rapport à juillet 2020.

Graphique 9

Volume mensuel des déclarations préalables à l'embauche en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

En cumul sur les douze derniers mois glissants, le nombre de déclarations préalables à l'embauche est de 3 320 150 et recule de -1% par rapport à l'année précédente sur la même période [cf. Tableau 7]. Le secteur des activités spécialisées, scientifiques et technique connaît une embellie avec une hausse de +36%. Les secteurs de l'industrie, la construction et la santé sont en hausse.

Les secteurs de l'hébergement et restauration et des arts, spectacles et activités récréatives ont vu leurs embauches baisser en raison de la fermeture des restaurants, cafés, lieux culturels mais aussi de la baisse du tourisme avec les fermetures des frontières et interdictions de déplacements interrégionaux lors des confinements.

Tableau 7

DPAE par secteur d'activité (cumul entre août 2020 et juillet 2021)

	Volume	Poids	Évolution
Agriculture	76 070	2%	-17%
Industrie	54 480	2%	+6%
Construction	73 720	2%	+9%
Commerce	196 010	6%	+0%
Transports et entreposage	62 290	2%	-2%
Hébergement et restauration	229 120	7%	-31%
Information et communication	47 310	1%	+1%
Activités financières, d'assurance et immobilières	28 890	1%	+1%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	182 780	6%	+36%
Services administratifs et de soutien	1 670 410	50%	+2%
<i>Dont intérim</i>	1 484 950	45%	+5%
Administration publique et enseignement	82 180	2%	+1%
Santé humaine et action sociale	427 600	13%	+4%
Arts, spectacles et activités récréatives	138 650	4%	-16%
Autres activités de services	50 650	2%	+0%
Ensemble secteurs d'activité	3 320 150	100%	-1%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

EN SAVOIR PLUS

- les publications de l'ACOSS-URSSAF ([lien](#))

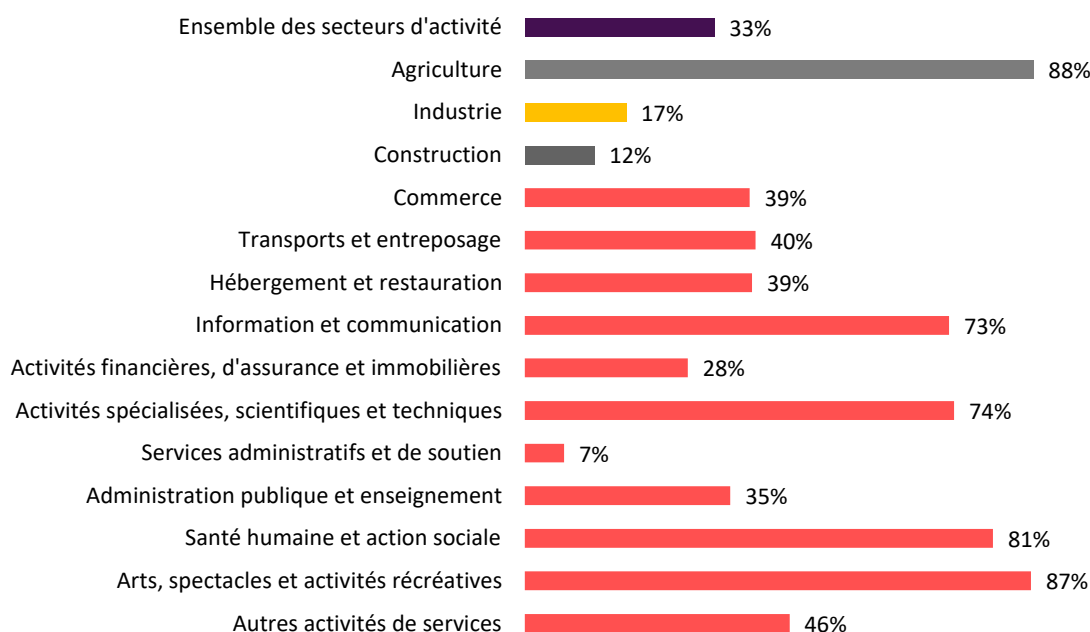


9 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Un tiers des contrats d'embauche sont des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 10], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture, le spectacle respectivement 4% et 8% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une part de contrats courts.

Graphique 10

Poids des contrats de moins d'un mois (yc. intérim) dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation août 2020 - juillet 2021)

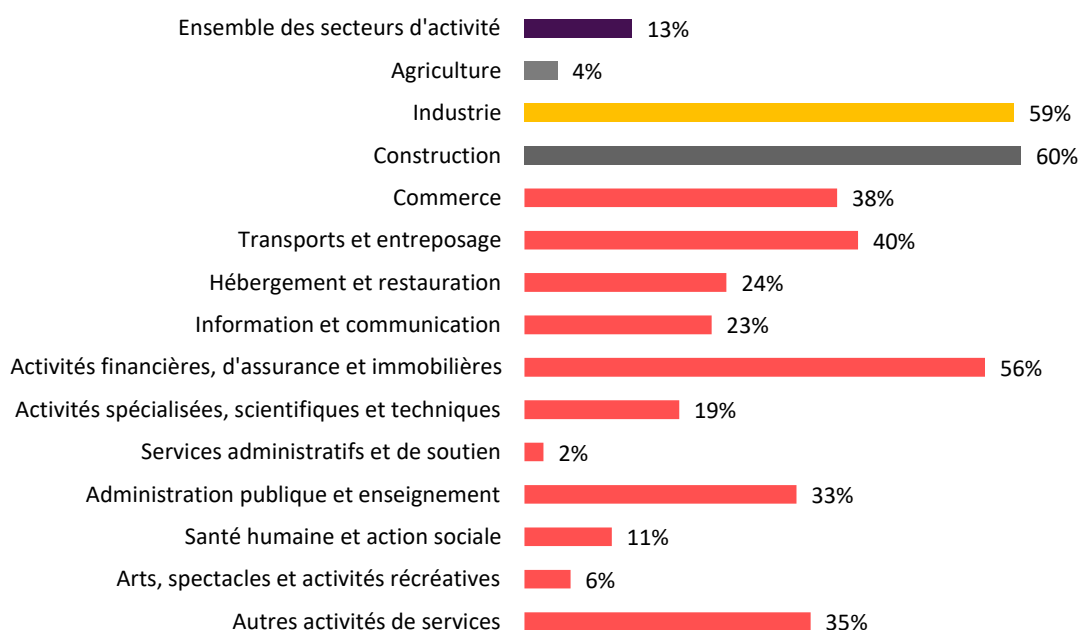


Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 13% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (resp. 3% et 4% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 60%. Les secteurs de la santé humaine et action sociale et des activités spécialisées, scientifiques et techniques (23% et 10% des DPAE hors intérim) ont recours dans moins de 20% des cas à de l'emploi durable [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Poids des contrats de six mois et plus (yc. intérim) dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation août 2020 - juillet 2021)

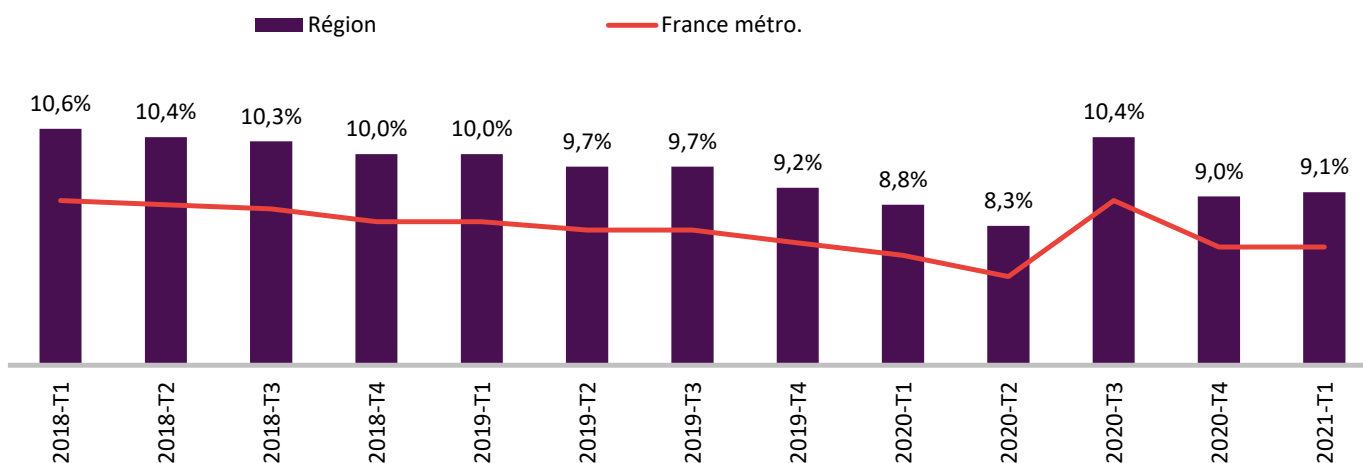


Le taux de chômage s'améliore fin 2020 et retrouve son niveau de début d'année

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est à la 3^e position dans le classement des taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine, après Hauts-de-France et Occitanie. Au cours du 2^e trimestre 2020, la région avait atteint son taux de chômage le plus bas depuis le 2^e trimestre 2008 [cf. Graphique 12]. Toutefois, les effets négatifs de la crise sanitaire sur le marché du travail ont engendré une hausse de +2 points au 3^e trimestre 2020 (comparable à la hausse en France métropolitaine). Malgré un deuxième confinement à partir de fin octobre 2020, le taux de chômage tend à s'améliorer depuis la fin d'année 2020 et retrouve un niveau similaire à fin 2019 au 1^{er} trimestre 2021 (9,1%).

Graphique 12

Taux de chômage localisé



Source : INSEE, taux de chômage au sens du BIT, enquête Emploi

Au sein des départements de la région, les taux de chômage sont plutôt élevés, même au sein du département des Hautes-Alpes habituellement inférieur à celui de la France métropolitaine [cf. Tableau 10]. Les départements de la région n'ont pas été impactés par la crise sanitaire de la même manière, le taux de chômage est plutôt stable sur un trimestre dans la plupart d'entre eux.

Sur un an, la situation s'améliore également, à l'exception du taux de chômage des Hautes-Alpes qui est stable et de celui des Alpes-Maritimes supérieur de +0,5 point par rapport à l'année précédente. Pour rappel, ce département a été très fortement touché par la crise sanitaire.

Tableau 8

Taux de chômage par zone géographique et évolutions

	Volumes 2020/2021			Évolution (en points)	
	2021-T1	2020-T4	2020-T1	trim.	annuelle
France métropolitaine	7,8%	7,8%	7,6%	+0,0	+0,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,1%	9,0%	8,8%	+0,1	+0,3
Alpes-de-Haute-Provence	9,4%	9,0%	9,2%	+0,4	+0,2
Hautes-Alpes	9,3%	7,5%	7,4%	+1,8	+1,9
Alpes-Maritimes	8,9%	8,9%	8,2%	+0,0	+0,7
Bouches-du-Rhône	9,2%	9,2%	9,2%	+0,0	+0,0
Var	8,4%	8,2%	8,4%	+0,2	+0,0
Vaucluse	10,0%	10,1%	10,0%	-0,1	+0,0

Source : INSEE, taux de chômage au sens du BIT, enquête Emploi

EN SAVOIR PLUS

- Le tableau de bord de la conjoncture par l'INSEE ([lien](#))



Amélioration annuelle de la demande d'emploi au 2^e trimestre 2021

La baisse amorcée du nombre de demandeurs d'emploi en septembre 2018 a été interrompue par le confinement lié à une crise sanitaire mondiale [cf. Graphique 13]. Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi n'exerçant aucune activité (catégorie A) a atteint son plus haut niveau au 2^e trimestre 2020 et s'établit en moyenne à 387 930 (dépassant les 400 000 en avril 2020).

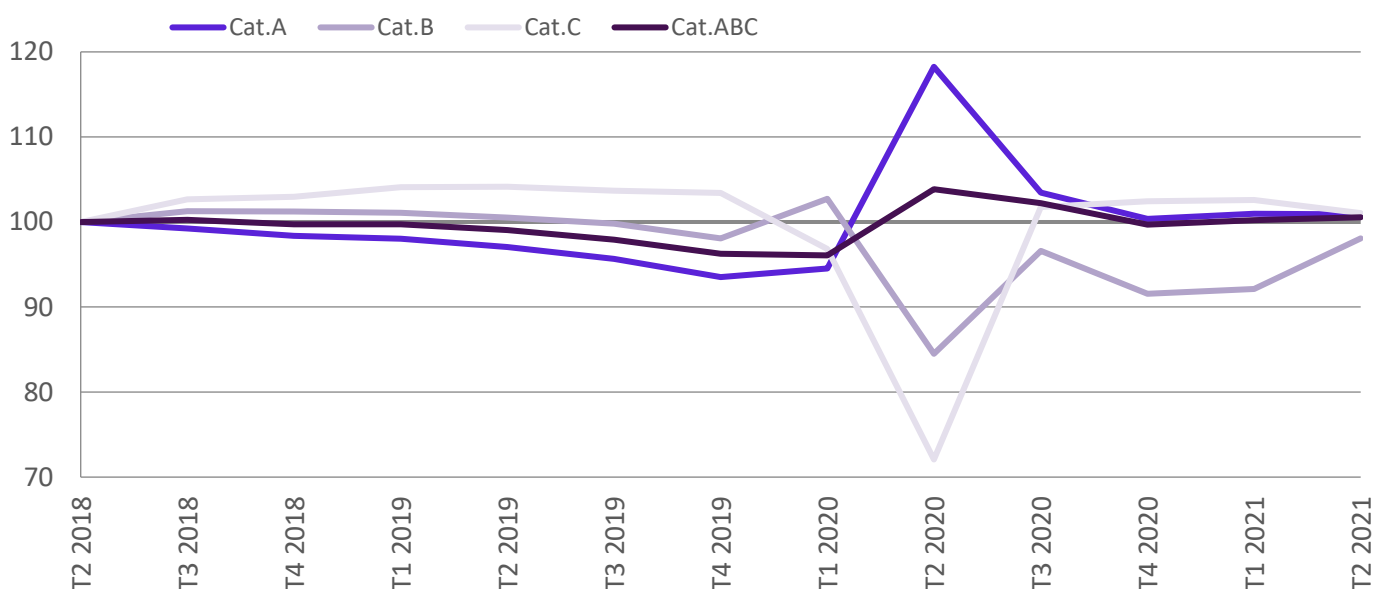
Depuis le 2^e trimestre 2018, les évolutions des catégories B et C (ceux qui travaillent plus ou moins 78 heures dans le mois) étaient plutôt stables alors que celle de la catégorie A était en baisse. La crise sanitaire avait inversé ces tendances. Au 2^e trimestre 2021, la demande d'emploi cat.A est en recul annuel alors que celle des catégories B et C augmente. Ces tendances se compensent et entraînent une baisse de -3,2% des catégories ABC (503 930).

La situation s'améliore au cours du 3^e trimestre 2020 au cours duquel les activités économiques reprenaient (à l'exception de certains secteurs). Les confinements suivants, plus souples grâce au maintien de nombreuses activités économiques et des écoles ouvertes, sont moins impactants sur la demande d'emploi que le premier. Malgré cette embellie, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est supérieur à celui d'avant la crise sanitaire.

Au 1^{er} trimestre 2021, on comptabilisait 322 790 allocataires fin de mois, soit une hausse de +11 220 personnes sur un an.

Graphique 13

Évolution du nombre de Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Cat. A, B et C (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'amélioration annuelle de la demande d'emploi sur le 2^e trimestre 2021 est visible sur l'ensemble des départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur [cf. tableau 9]. Les évolutions sont comprises entre -0,7% dans les Hautes-Alpes et -6,2% dans le Var. Toutefois sur le trimestre, une hausse est perceptible sur la région et plus de la moitié des départements, pouvant aller jusqu'à +1,9%.

Tableau 9

Nombre de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat.ABC à Pôle emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	T2 2021	T1 2021	T2 2020	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	5 688 700	5 716 940	5 813 340	-0,5%	-2,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	503 900	502 100	520 400	+0,4%	-3,2%
Alpes-de-Haute-Provence	16 800	16 800	17 100	+0,0%	-1,8%
Hautes-Alpes	14 200	15 500	14 300	-8,4%	-0,7%
Alpes-Maritimes	108 600	106 600	112 900	+1,9%	-3,8%
Bouches-du-Rhône	206 300	205 800	210 400	+0,2%	-1,9%
Var	94 300	93 800	100 500	+0,5%	-6,2%
Vaucluse	63 800	63 600	65 000	+0,3%	-1,8%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

12 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Les jeunes, principaux bénéficiaires de la baisse du chômage

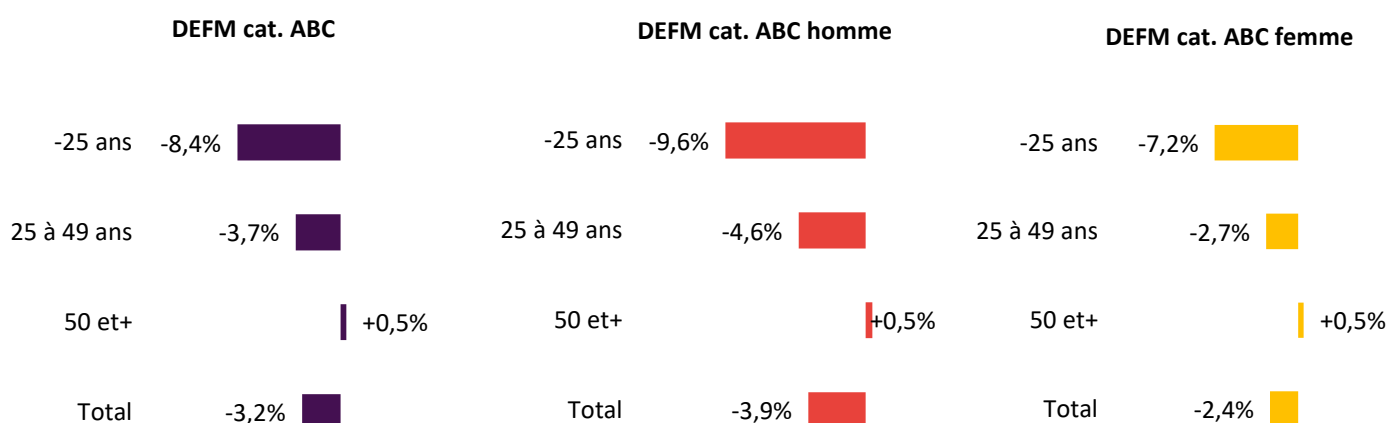
Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans a été la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent, plus particulièrement pour les hommes.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (12%) dans la demande d'emploi alors que la part des seniors représente plus du quart (28%) [cf. Graphique 14].

Après cette importante dégradation, la population des moins de 25 ans connaît un recul plus marqué au 2^e trimestre 2021 pour se chiffrer à 60 750 personnes (soit -5 600 sur un an). Les 25-49 ans atteignent 302 060 (soit -11 510 sur un an). Malgré un ralentissement de leur progression, les seniors affichent un niveau élevé (141 120 soit +660 sur un an).

Graphique 14

Évolution 2^e trimestre 2020 - 2^e trimestre 2021) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Tableau 10

Nombre et évolution de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat.ABC à Pôle emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle au 2 ^e trimestre 2021					
	- de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	Hommes	Femmes	Ensemble
France métropolitaine	772 300	3 523 300	1 488 200	2 778 400	2 938 530	5 716 930
Provence-Alpes-Côte d'Azur	60 800	302 100	141 100	246 900	257 100	503 900
Alpes-de-Haute-Provence	2 100	9 800	5 000	8 000	8 800	16 800
Hauts-Alpes	1 600	8 900	3 800	7 000	7 200	14 200
Alpes-Maritimes	11 700	64 500	32 400	53 500	55 100	108 600
Bouches-du-Rhône	25 100	126 300	54 800	103 000	103 300	206 300
Var	12 300	54 400	27 600	44 300	49 900	94 300
Vaucluse	8 000	38 200	17 600	31 100	32 800	63 800
	Évolution trimestrielle au 2 ^e trimestre 2021					
	- de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	Hommes	Femmes	Ensemble
France métropolitaine	-7,3%	-2,6%	+1,7%	-2,7%	-1,6%	-1,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-8,4%	-3,7%	+0,5%	-3,9%	-2,4%	-3,2%
Alpes-de-Haute-Provence	-5,5%	-1,9%	-0,4%	-3,2%	-1,0%	-1,9%
Hauts-Alpes	-4,9%	-1,7%	+3,3%	-1,0%	-0,4%	-0,8%
Alpes-Maritimes	-10,7%	-4,8%	+0,8%	-5,7%	-2,1%	-3,9%
Bouches-du-Rhône	-6,6%	-2,2%	+0,9%	-2,0%	-1,9%	-2,0%
Var	-10,7%	-7,3%	-1,8%	-7,7%	-4,9%	-6,2%
Vaucluse	-8,6%	-1,9%	+1,7%	-2,5%	-1,2%	-1,8%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'enlèvement dans le chômage perdure

Les demandeurs d'emploi de longue durée sont les personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an (DELD). Ce public s'était considérablement accru après la crise économique de 2008 et les années ayant suivi. À l'instar de la demande d'emploi catégories ABC, une amélioration dans l'évolution était visible depuis le milieu de l'année 2019. Ce dernier n'a pas fait exception à la dégradation du marché du travail consécutif au confinement. Néanmoins, ce public recule au 2^e trimestre 2021 mais seulement pour les demandeurs inscrits entre un et deux ans. Il affiche un niveau de 245 670 personnes.

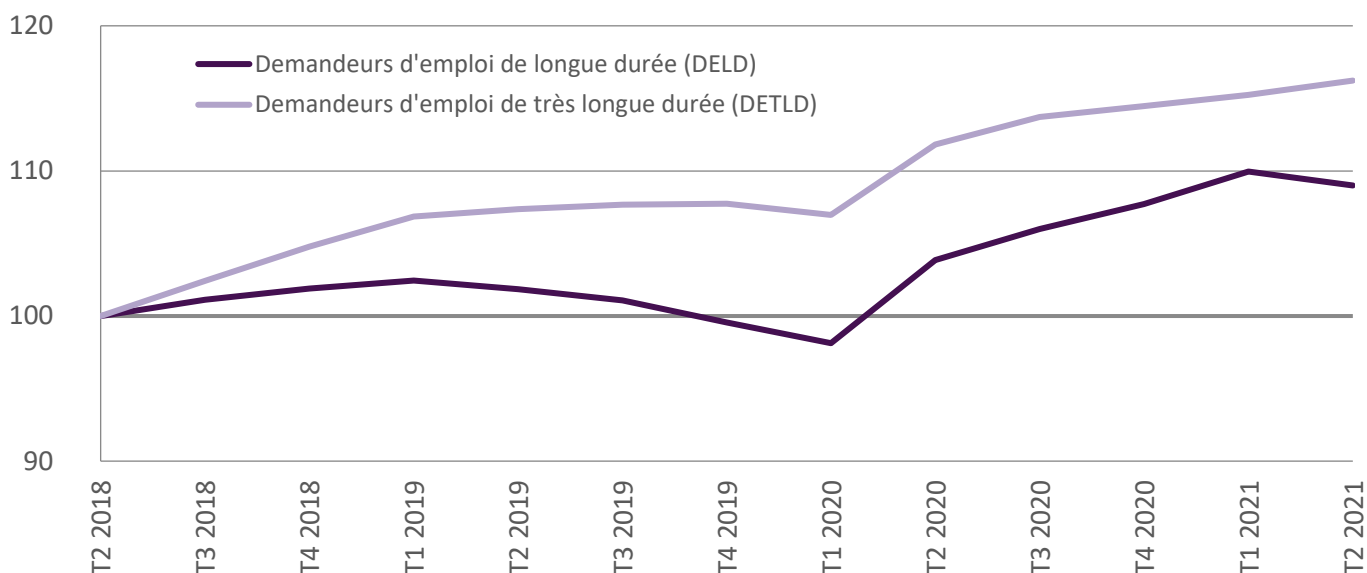
Au sein de ces demandeurs d'emploi, certains sont inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus et sont appelés demandeurs d'emploi de très longue durée (DETLD). Ce public a doublé en huit ans, ce qui confirme l'enlèvement au chômage, autant présent dans la région qu'au niveau national. 137 740 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^e trimestre 2021, soit 27% de la DEFM cat. ABC [cf. Graphique 15].

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 128 750 à fin juin 2021, en hausse de +5,3% sur un an.

La précarité s'accroît avec une hausse significative du nombre de bénéficiaires du RSA qui dépasse les 100 000 depuis juin 2020. Ils s'accroissent de +2,2% au 2^e trimestre 2021 par rapport à la même période en 2020.

Graphique 15

Évolution du nombre de Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par ancienneté au chômage (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

La demande d'emploi de longue durée est impactée par la montée du chômage pour l'ensemble des départements qui composent la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, plus notablement encore pour les départements des Alpes-Maritimes et des Hautes-Alpes [cf. Tableau 11]. La dégradation se poursuit uniquement dans les Alpes-Maritimes sur le 2^e trimestre 2021 par rapport au précédent.

Tableau 11

Nombre de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat.ABC à Pôle emploi depuis plus d'un an par zone géographique

2 ^e trimestre 2020	DELD			DETLD		
	Volume	év. trim.	év. ann.	Volume	év. trim.	év. ann.
France métropolitaine	2 861 200	+2,3%	+6,6%	1 634 570	+0,8%	+5,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	245 700	-0,9%	+5,0%	137 740	+0,9%	+3,9%
Alpes-de-Haute-Provence	8 700	-0,3%	+4,8%	5 180	+1,2%	+5,7%
Hautes-Alpes	7 500	-2,1%	+12,1%	4 330	+0,0%	+11,3%
Alpes-Maritimes	52 000	+1,1%	+11,3%	27 510	+1,8%	+6,8%
Bouches-du-Rhône	102 200	-1,0%	+4,3%	58 190	+1,2%	+4,2%
Var	43 500	-1,9%	+0,4%	24 050	-0,6%	-0,8%
Vaucluse	31 700	-1,9%	+2,3%	18 490	+0,5%	+3,3%

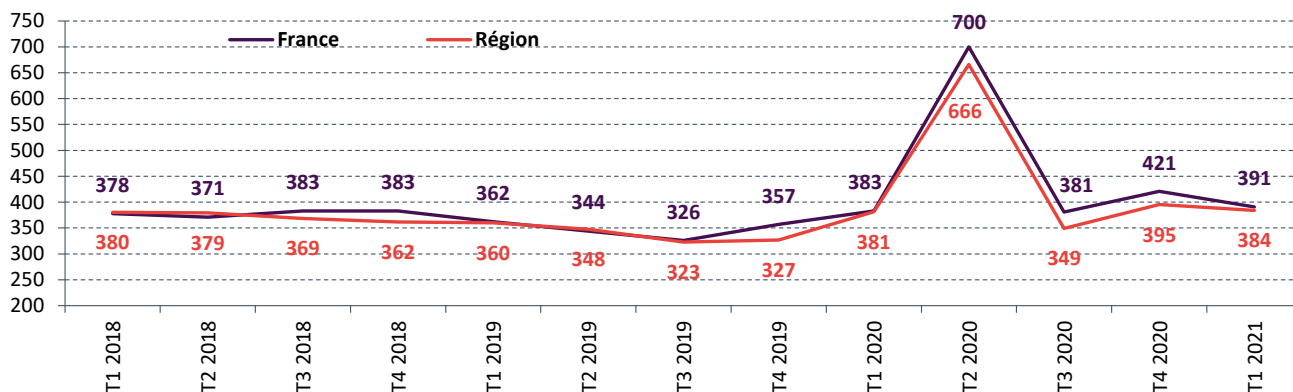
Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'améliore légèrement au cours du 1^{er} trimestre 2021

Avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au 1^{er} trimestre 2021, un demandeur d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur resterait, en moyenne, inscrit près d'un an et trois semaines consécutivement (384 jours) sur les listes de Pôle emploi, soit plus d'une semaine de moins sur un trimestre. L'indicateur est stable sur un an (+3 jours). Après les dégradations de l'indicateur lors des 2^e et 4^e trimestres 2020 en raison de la crise sanitaire du COVID-19, une inversion de tendance globale semble enclenchée alors que des difficultés persistent encore, notamment pour les métiers en lien avec les activités de montagne en raison de la fermeture des remontées mécaniques, ceux de l'hébergement restauration (433 jours ; +12 jours sur un trimestre et +60 jours en un an) et du spectacle (906 jours ; +46 jours au trimestre et +23 jours en un an). Les métiers de la construction-BTP (347 jours) et du transport-logistique (359 jours) observent une amélioration de plus d'un mois en un an (respectivement -47 et -33 jours). L'amélioration trimestrielle de l'indicateur concerne surtout les hommes (374 jours ; -21 jours), les jeunes (227 jours ; -2 jours), à l'inverse des seniors dont l'indicateur (589 jours) se détériore de +5 jours. La tendance est inversée sur un an, ce sont les moins de 25 ans qui augmentent le plus (+16 jours) alors que l'indicateur concernant le public senior baisse de -11 jours [Graphique 16].

Graphique 16

Durée d'inscription à Pôle Emploi, mesurée par l'indicateur conjoncturel de durée de chômage (en jours)



Source : Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur - Fichier Historique Statistique des demandeurs d'emploi - données cvs

Hausse annuelle des retours à l'emploi au 1^{er} trimestre 2021

Au cours du 1^{er} trimestre 2021, plus de 82 900 demandeurs d'emploi inscrits en catégories 1,2,3 ont accédé à un emploi d'un mois ou plus, soit une hausse de +8,6% par rapport au 1^{er} trimestre 2020. Sur 12 mois glissants, cela représente plus de 359 360 retours à l'emploi (-1,9% par rapport à l'année précédente). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories 1,2,3 diminue de -2,2%. Le département des Hautes-Alpes a la plus forte augmentation annuelle du volume des reprises d'emploi (+24,4%) des départements de la région, suivent les Bouches-du-Rhône (+14,3%), le Vaucluse (+10,7%), les Alpes-de-Haute-Provence (+7,5%) et le Var (+6,5%). Seul le département des Alpes-Maritimes enregistre une baisse de -1,9%. Parmi les catégories professionnelles les plus représentatives de la région, celles du commerce, vente, grande distribution et des services à la personne, qui représentent près du tiers des retours à l'emploi, contribuent à la hausse annuelle des retours à l'emploi (resp. +9,0% ; +5,7%). L'hôtellerie-restauration-tourisme, qui représente un retour à l'emploi sur dix, enregistre la plus forte baisse annuelle (-22,0%) [cf. Tableau 12].

Tableau 12

Nombre et évolution des retours à l'emploi des demandeurs d'emploi en catégories A ou B selon leurs caractéristiques

	1T-2021					Evolutions annuelles 1T-2021 / 1T-2020	
	Nombre de retours à l'emploi	Cumul 12 mois glissants	Taux de retours à l'emploi ^(a)	Tendance ^(b)	Contrib. à la tendance	Retours à l'emploi	DEFM Cat. 1,2,3
Retours à l'emploi pour les demandeurs d'emploi en catégorie 1,2,3	82 940	359 360	6,8%	-1,9%	-1,9%	+8,6%	-2,2%
dont demandeurs d'emploi							
Tranches d'âge							
de moins de 25 ans	13 930	62 260	8,9%	-0,8%	-0,1%	+14,3%	-0,3%
de 25 à 49 ans	53 660	229 790	7,5%	-2,7%	-1,8%	+7,6%	-3,1%
de 50 ans ou plus	15 350	67 310	4,5%	-0,3%	-0,1%	+7,5%	-1,0%
Ancienneté							
depuis moins d'un an	53 020	227 880	8,1%	-5,3%	-3,5%	+3,9%	-9,1%
depuis un an ou plus	29 920	131 480	5,4%	+4,5%	+1,5%	+18,2%	+7,4%
dont plus de deux ans	14 520	67 410	4,9%	+7,0%	+1,1%	+14,9%	+1,0%
Sexe							
hommes	44 770	189 570	7,4%	+0,1%	+0,0%	+13,1%	-2,1%
femmes	38 170	169 790	6,3%	-4,1%	-2,0%	+3,8%	-2,3%

(a) Le taux de retours à l'emploi est le nombre de retours à l'emploi ramené au nombre de demandeurs d'emploi en catégories 1,2,3

(b) La tendance est l'évolution sur le cumul de 12 mois glissants entre la période étudiée et la même période de l'année précédente.

EN SAVOIR PLUS

- Les trajectoires et retour à l'emploi ([lien](#))



15 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

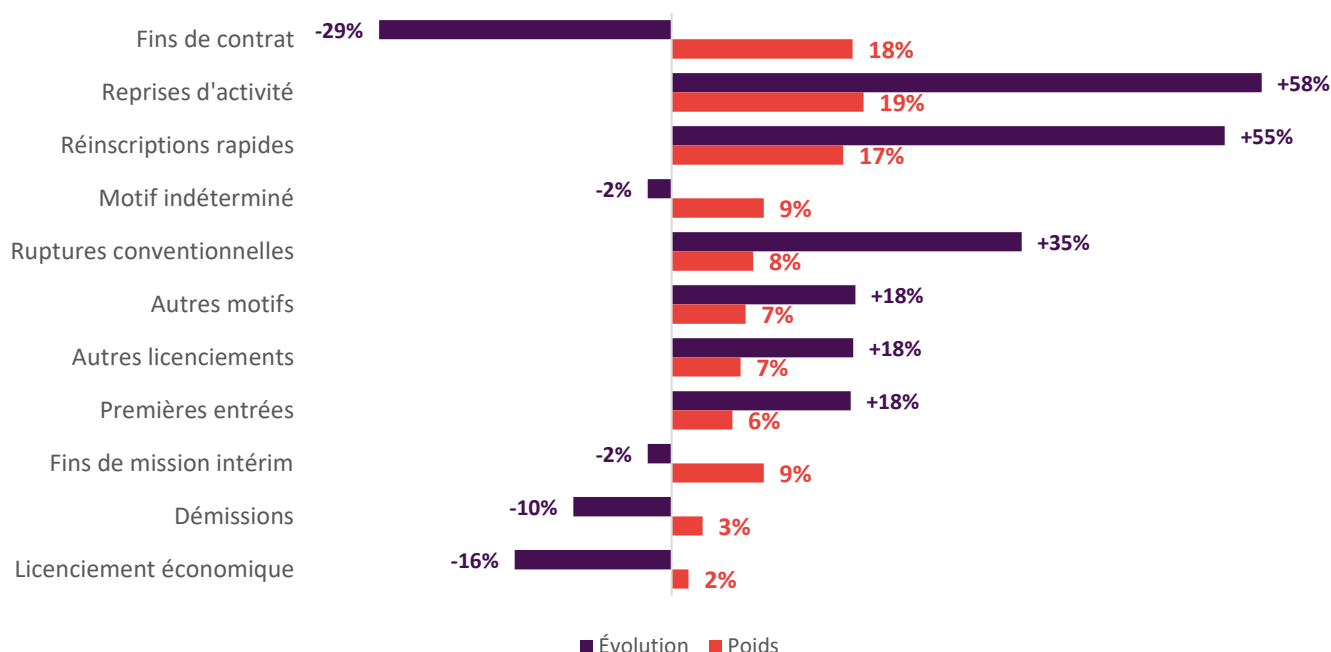
Les entrées dans la liste des demandeurs d'emploi

La moyenne trimestrielle CVS des entrées dans la liste des demandeurs d'emploi des catégories ABC atteint 45 160 unités au 2^e trimestre 2021. Elle est en hausse de +10% sur un an en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le contexte sanitaire actuel explique le recul des entrées pour les motifs fins de contrat (-29%), fins de mission d'intérim (-2%) [cf. Graphique 17], les entreprises recrutant moins de contrats pour surcroît d'activités et le recours au chômage partiel étant encore nettement présent. Cette période n'étant pas propice au recrutement, les démissions sont toujours nettement en recul avec -21% sur un an. Les licenciements économiques sont eux aussi moins nombreux (-16%) mais leur faible volume ont peu d'impact sur la demande d'emploi.

En revanche, les reprises d'activité (+58%), les réinscriptions rapides (55%) et les ruptures conventionnelles (35%) sont en forte hausse. Les premières entrées sont également en augmentation de +18%. Ces motifs représentent plus de la moitié des motifs d'entrée et influencent la tendance.

Graphique 17

Évolution trimestrielle du nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi 2^e trimestre 2021/2020 - Poids au 2^e trimestre 2021



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Au cours du 2^e trimestre 2021, le nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi recule aux niveaux national et régional par rapport au trimestre précédent [cf. Tableau 13]. Au niveau départemental, la majorité des départements est concernée par ce recul à l'exception des Alpes-Maritimes (+1,3%). Ce recul est à nuancer en raison de l'impact inédit du confinement strict de 2020 ayant quasiment mis à l'arrêt les activités économiques.

Tableau 13

Nombre d'entrées dans la liste de demandeur d'emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	2020T2	2021T1	2021T2	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	449 200	506 300	494 600	-2,3%	+10,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	41 220	46 460	45 160	-2,8%	+9,6%
Alpes-de-Haute-Provence	1 200	1 450	1 250	-13,8%	+4,2%
Hautes-Alpes	1 070	1 360	1 000	-26,5%	-6,5%
Alpes-Maritimes	9 570	9 930	10 060	+1,3%	+5,1%
Bouches-du-Rhône	16 610	18 640	18 270	-2,0%	+10,0%
Var	7 990	9 330	9 020	-3,3%	+12,9%
Vaucluse	4 770	5 750	5 560	-3,3%	+16,6%

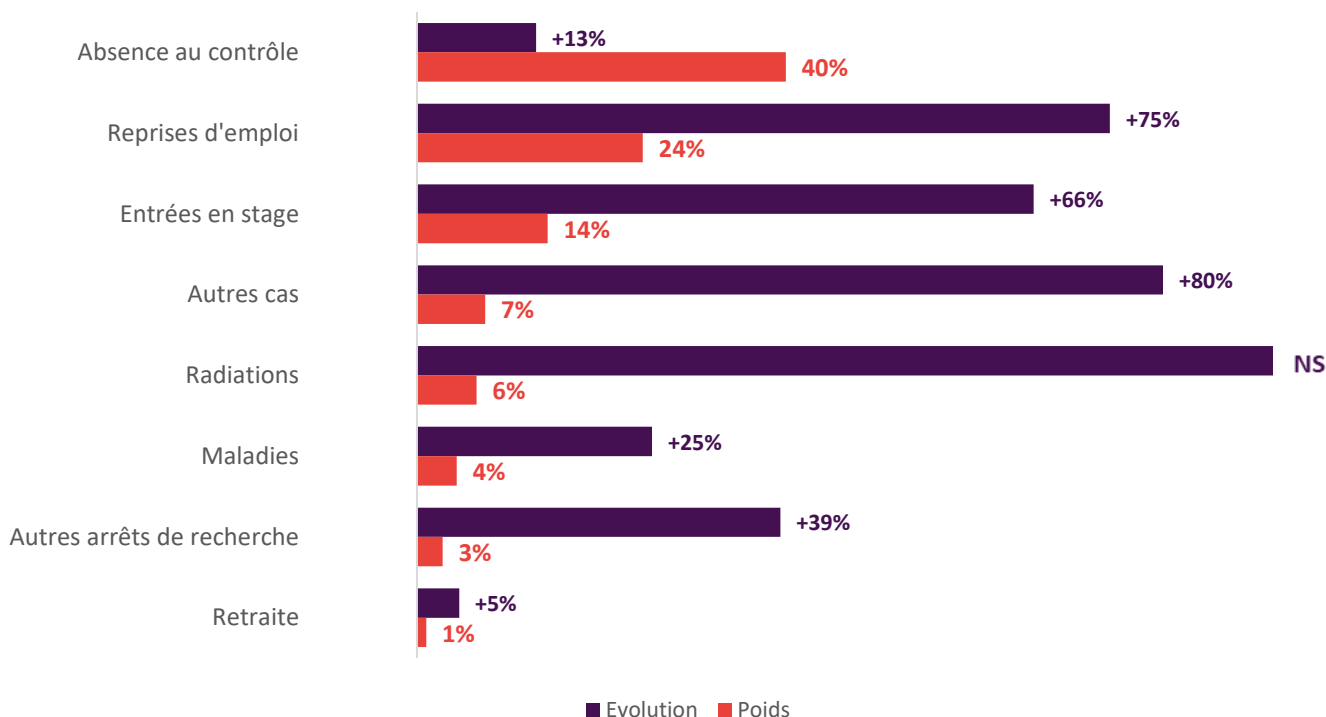
Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi

Malgré le confinement mis en place début avril, les sorties de la liste s'améliorent pour tous les motifs au 2^e trimestre 2021. Ceci met en relief les conséquences d'un confinement strict par rapport à un confinement plus souple associé à un déconfinement progressif sur la demande d'emploi. Les évolutions sont très marquées à l'exception des retraites qui ne sont pas impactées par l'épidémie. Au 2^e trimestre 2020, compte tenu des contextes sanitaire et économique, il était recommandé d'effectuer moins de radiations. L'activité a repris son cours depuis ; d'où cette évolution très importante [cf. Graphique 18].

Graphique 18

Évolution trimestrielle du nombre de sorties de la liste des demandeurs d'emploi 2^e trimestre 2021/2020 - Poids au 2^e trimestre 2021



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Sur un trimestre, les sorties ont toutes augmenté aux niveaux national et régional [cf. Tableau 14]. Sur un an, une hausse du nombre de sorties du chômage est visible sur tous les départements. Ces évolutions sont toutefois à prendre dans le contexte sanitaire de 2020 qui a vu ralentir fortement les sorties du chômage au cours des mois en raison des mesures liées à la pandémie peu propices aux recrutements.

Tableau 14

Nombre de sorties de la liste de demandeur d'emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	2020T2	2021T1	2021T2	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	351 200	499 300	510 000	+2,1%	+45,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 590	45 530	46 080	+1,2%	+45,9%
Alpes-de-Haute-Provence	990	1 310	1 420	+8,4%	+43,4%
Hautes-Alpes	930	1 200	1 310	+9,2%	+40,9%
Alpes-Maritimes	6 640	9 570	9 920	+3,7%	+49,4%
Bouches-du-Rhône	12 850	18 180	18 370	+1,0%	+43,0%
Var	6 380	9 000	9 450	+5,0%	+48,1%
Vaucluse	3 800	5 440	5 600	+2,9%	+47,4%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Sources et définitions

Offres d'Emploi Enregistrées (OEE) : offres d'emploi collectées par Pôle emploi (source *Pôle-emploi, Dares*)

On distingue 3 types d'Offres :

- Les emplois durables : Contrats à Durée Indéterminée , Contrats à Durée Déterminée de plus de 6 mois
- Les emplois temporaires : Contrats à Durée Déterminée de moins de 6 mois, missions d'intérim de plus d'un mois
- Les emplois occasionnels : Contrats à Durée Déterminée ou missions d'intérim de moins d'un mois

Déclaration Préalable À l'Embauche (DPAE) :

Il s'agit d'une procédure de déclaration systématique et nominative pour chaque salarié qu'un employeur à l'intention d'embaucher (source Acooss).

Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) : inscrits à Pôle emploi au dernier jour du mois (donnée de stock).

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPES, Dares)

Demandeurs d'Emploi en Entrée (DEE) : inscrits à Pôle emploi au cours du mois (donnée de flux)

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPES, Dares)

Demandeurs d'Emploi en Sortie (DES) : sortis des listes de Pôle emploi au cours du mois (donnée de flux)

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPES, Dares)

On distingue les **catégories de demandeurs d'emploi** suivantes :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78h ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78h au cours du mois)

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (maternité, maladie, formation...), sans emploi

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (bénéficiaires de contrats aidés par exemple)

Recensement de la population:

Le recensement repose désormais sur une collecte d'information annuelle, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans. Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent une enquête de recensement portant sur toute la population, à raison d'une commune sur cinq chaque année. Les communes de 10 000 habitants ou plus, réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon d'adresses représentant 8 % de leurs logements.

L'emploi :

Les estimations trimestrielles d'emploi salariés sont calculées conjointement par l'INSEE, l'ACOSS-URSSAF et la DARES

Statistiques annuelles de l'emploi

Les renseignements sont recueillis chaque fin d'année, lors de la régularisation annuelle des contributions auprès de l'ACOSS.

Ces chiffres portent sur l'**effectif total salarié** au sein de chacun des établissements au 31 décembre de l'année.

(source ACOSS).

Taux de Chômage :

on distingue :

- le taux de chômage au sens du **BIT (Bureau International du Travail)** : calculé pour la France métropolitaine à partir de l'enquête emploi, réalisée chaque trimestre auprès de 75 000 ménages (source INSEE)
- les taux de chômage **localisés** : pour les régions, estimations trimestrielles à partir du taux France métropolitaine puis estimations départementales et infra-départementales (zones d'emploi)

Correction des variations saisonnières (cvs) : les séries publiées dans ce document sont marquées par des phénomènes récurrents de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Lorsque la dessaisonnalisation est possible, nous affichons les variations en cvs afin d'analyser les fluctuations purement conjoncturelles des séries.

Directeur de la publication

Pascal BLAIN

Directeurs de la rédaction

Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation

Marjorie ZAKARIAN

Direction de la Stratégie, Innovation & Lab

Service Statistiques, études et évaluations

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

